

Sébastien ABIS

Administrateur au CIHEAM et analyste politique sur les questions euro-méditerranéennes. Les opinions exprimées dans cette contribution sont celles de l'auteur et n'engagent pas le CIHEAM. Membre du comité de rédaction de *Confluences Méditerranée*.

## Insécurité alimentaire

### Les risques géopolitiques se précisent en Méditerranée

*Les pays arabes de la Méditerranée subissent plusieurs chocs simultanément : politique, économique, climatique et alimentaire. Tout est lié dans cette région du Monde qui semble connaître les débuts d'une transition majeure de son histoire. Parmi les nombreux enjeux à relever, celui consistant à gérer les insécurité alimentaire s'amplifie. Bien qu'il ne soit pas nouveau, le problème prend une tonalité de plus en plus géostratégique dans une zone où notamment les ressources en eau et en sols se font rares. Le développement agricole est contrarié, tout comme l'accès à l'alimentation se complexifie. Il faut regarder attentivement cette fragilité alimentaire qui s'accroît parmi les risques majeurs auxquels la région devra faire face. Au même moment, c'est également la dérive des territoires, entre des villes littorales globalisées et des zones rurales enclavées, qui s'affiche comme l'une des failles majeures traversant ces pays et ces sociétés*

**A**u moment où l'actualité porte le monde arabe sur le devant de la scène internationale et médiatique, il convient de revenir sur les grands défis structurels auxquels cette zone doit faire face. La question de la sécurité alimentaire apparaît ici déterminante. Sans dire qu'elles ont été les facteurs déclencheurs des mouvements, la

cherté de la vie en général et l'accroissement des prix alimentaires en particulier ont bel et bien été un vecteur parmi d'autres de la révolte. Si tel n'était pas le cas, comment d'ailleurs expliquer que les pays de la zone aient tous plus ou moins décidé de diminuer les prix des produits de première nécessité dans une tentative souvent avortée de calmer l'opinion ?

La question de la sécurité alimentaire interroge non seulement la condition des agricultures et les modèles de développement économique mais révèle également une série de vulnérabilités sociales et politiques. D'ailleurs, il convient d'accorder également à ce sujet toute l'attention qu'il mérite dans la combinaison de facteurs qui tendent à expliquer les soulèvements en cours au sein du monde arabe.

## Des contraintes qui se renforcent

Contrairement à certaines idées reçues, l'agriculture constitue un domaine stratégique pour le futur et se situe bien au cœur de l'agenda global<sup>1</sup>. Décomposé en quatre piliers interdépendants (disponibilité, régularité, accessibilité et qualité), le concept de sécurité alimentaire se traduit dans les faits par un accroissement tendanciel des risques humains<sup>2</sup> au sein des pays arabes méditerranéens (PAM)<sup>3</sup>.

Le développement agricole aura été l'un des piliers des politiques mises en œuvre par les Etats de la région après les indépendances, mais la situation paraît de moins en moins favorable. Il faut insister sur les forces motrices qui rendent difficile la résolution de l'équation alimentaire dans les PAM. Des évolutions sociodémographiques très dynamiques tirent la consommation, tandis que les contraintes climatiques et la faiblesse des rendements handicapent la production agricole. Les espaces ruraux restent par ailleurs enclavés et la souveraineté alimentaire des pays se détériore.

Sur le plan sociodémographique, les chiffres sont éloquentes. Les PAM sont passés de 108 millions d'habitants en 1980 à 207 millions en 2010, soit un doublement de la population en l'espace de trois décennies. Leurs poids démographiques agrégés devraient atteindre 240 millions de personnes à l'horizon 2020. Malgré l'exode vers les villes, il est important de souligner que les zones rurales n'ont jamais été autant peuplées. La population rurale des PAM atteint environ 91 millions d'individus en 2010 quand elle n'était que de 58 millions en 1980. Ces pays demeurent donc ruraux à près de 40 % aujourd'hui, voire plus dans le cas emblématique de l'Égypte. Pour les PAM,

l'agriculture joue encore un rôle socio-économique capital par l'emploi de 20% des actifs officiels<sup>4</sup>, par sa contribution à la formation du produit intérieur brut mais aussi par sa participation au panier des exportations<sup>5</sup>.

Par-delà cet impératif démographique à nourrir de plus en plus d'individus, il faut ajouter que ces nouveaux consommateurs, pour la plupart urbanisés, ont par ailleurs manifesté des exigences nouvelles avec davantage de produits carnés pour remplir leur assiette. Ces changements s'accompagnent parallèlement d'une dérive préoccupante dans les pratiques alimentaires. L'adoption de régimes occidentaux, l'implantation massive des fast-foods et l'arrivée de la grande distribution dans les villes bouleversent les comportements alimentaires. Les indicateurs de surpoids et d'obésité explosent chez les populations, notamment chez les enfants<sup>6</sup>. A moyen-terme, l'enjeu de cette insécurité alimentaire qualitative sera multidimensionnel<sup>7</sup> dans des pays où les systèmes sociaux de santé peinent encore à émerger.

La géographie de la région dicte sa loi, puisque l'eau et la terre se raréfient dangereusement. Mal réparties, ces ressources sont pourtant indispensables à l'activité agricole. Près de 80 % des dotations hydriques sont encore dédiés à l'irrigation et plus de 90 % des sols arables sont exploités. Les réserves naturelles sont donc bien minces, sachant que la désertification progresse également<sup>8</sup>. Si le stress hydrique et les limites foncières ont toujours été présents<sup>9</sup>, les agricultures, ayant souvent fait preuve d'ingéniosité<sup>10</sup>, sont clairement mises à l'épreuve comme jamais elles ne l'ont été par le passé. L'état général de l'environnement n'est pas rassurant dans la région et la gestion économe des ressources naturelles représente un défi stratégique. Il faudra avoir l'œil sur les conséquences à moyen-terme du processus en cours de renégociation du partage des eaux du Nil, dans lequel l'Égypte semble affaiblie. Sans ce fleuve, ce pays ne serait que désert.

Les espaces ruraux, plus peuplés que jamais, demeurent sous-développés. Si l'agriculture y occupe encore trois-quarts des actifs ruraux, indiquant l'absence de diversification économique, il s'agit essentiellement d'exploitations familiales qui ne sont pas compétitives à l'heure de la mondialisation. Très peu organisées, faute de gouvernance locale, ces agricultures rurales, où le rôle des femmes mérite d'être souligné (la moitié des femmes actives au Maroc le sont en agriculture)<sup>11</sup>, n'ont pas toujours accès aux marchés solvables des villes du pays ou de l'étranger. La logistique et la construction de filières font par ailleurs défaut. Les gaspillages se multiplient, faute de réseaux d'adduction en eau perfor-

mants ou de systèmes de conditionnement efficaces<sup>12</sup>. Ces populations rurales sont confrontées enfin à deux soucis grandissants : la diminution de la taille moyenne des exploitations (résultat de dynamiques démographiques et foncières inversées) et la perte de vocations professionnelles puisque très peu de jeunes désirent se tourner vers les métiers agricoles.

La couverture alimentaire des PAM s'est progressivement dégradée à partir de la décennie 1970. Le recours aux importations pour subvenir aux besoins nationaux a été encouragé non seulement par la croissance de la demande mais aussi par un cadre commercial où les prix agricoles furent bas et les plans d'ajustements structurels préconisés. Sans totalement abandonner leur agriculture, les PAM s'en sont remis au marché international. Les balances agro-commerciales sont devenues déficitaires, sachant que l'Algérie et l'Égypte figurent parmi les plus grands importateurs mondiaux agricoles. Il n'est pas anodin de voir le Brésil exprimer pleinement sa puissance agricole vis-à-vis des pays arabes et effectuer une percée commerciale notable dans la région au cours des dernières années<sup>13</sup>. C'est ici d'ailleurs qu'il faut noter que les PAM assurent environ la moitié de leurs approvisionnements agro-alimentaires dans le reste du Monde, c'est-à-dire ailleurs qu'en Europe ou dans les pays méditerranéens voisins.

## Des tensions qui s'affirment

Aux contraintes d'ores et déjà évoquées, il convient d'ajouter certaines tensions qui s'amplifient et qui sont porteuses de ruptures, si l'on veut dresser un panorama prospectif de la situation.

L'espace méditerranéen est l'une des régions au monde les plus vulnérables aux changements climatiques<sup>14</sup>. La chute des précipitations et la hausse des températures pourraient être plus importantes que celles estimées au niveau mondial<sup>15</sup>, entraînant un risque accru de sécheresses estivales et des conséquences notables sur l'agriculture. Comment ici ne pas évoquer le cas de la Syrie, confrontée depuis quatre années consécutives à une sécheresse dans sa partie nord-est, et qui a provoqué des pertes de revenus pour des paysans contraints de migrer<sup>16</sup>. À l'horizon 2050, selon certaines projections, la zone devrait faire face à des baisses de rendement<sup>17</sup>. Les maladies végétales et animales se développeraient également davantage. Les effets conjugués de l'aggravation des pénuries d'eau, de l'érosion des sols et de la variabilité climatique accrue sont donc de réelles menaces pour le secteur agricole<sup>18</sup>. Inévitablement, ces perspectives posent avec acuité

la question sensible de l'utilisation éventuelle des biotechnologies pour tenter de résister et de s'adapter.

La soutenabilité des politiques déployées par les PAM suscite des interrogations sur les modèles agricoles<sup>19</sup>. Bien que des divergences existent, on constate que la dualité se renforce sous l'effet de la mondialisation. D'un côté se trouve une minorité de très grandes exploitations, dont les capitaux et la gestion appartiennent à des groupes souvent multinationaux, qui produisent avant tout pour l'exportation et qui incarnent l'image moderne des agricultures nationales. Ayant fleuri dans un contexte libéral, ne ménageant pas suffisamment les ressources naturelles, ces grandes exploitations ne doivent pour autant pas être diabolisées car ce sont elles qui tirent à la hausse les performances agricoles. De l'autre côté se trouve la catégorie des petites exploitations traditionnelles, socio-démographiquement dominantes, mais économiquement précarisées, comme déjà décrites précédemment. Cette distinction entre agrifirmes et agricultures familiales montre que les temporalités de leur développement ne sauraient être identiques. Et c'est précisément pour cela que les processus de modernisation et de libéralisation agricoles<sup>20</sup> doivent être régulés et différenciés selon les cultures, les filières et la taille des exploitations. Il paraîtra alors utile de regarder à moyen terme les résultats de la stratégie de reconquête agricole proposée par le Maroc depuis 2008, avec un « Plan Vert » assumant pleinement l'existence de ces deux formes d'agriculture, à travers deux piliers présentés comme complémentaires.

La dépendance aux importations extérieures est source d'anxiété. Elle engendre des coûts financiers croissants et le règlement des factures alimentaires devient moins supportable avec la hausse du prix des matières premières qui se confirme graduellement. Cette dépendance comporte aussi des risques sociopolitiques, comme en témoigne si bien la vulnérabilité dans le domaine des céréales<sup>21</sup>. Quelques chiffres méritent d'être rappelés. L'Afrique du nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et Egypte) regroupe 2 % de la population mondiale mais représente 6 % de la consommation mondiale de blé et polarisent 18 % des achats mondiaux de blé en moyenne annuelle depuis près d'une décennie. L'Egypte est le plus gros importateur de blé dans le Monde, tandis que l'on retrouve l'Algérie à la 4ème place, le Maroc à la 8ème, la Libye à la 16ème et la Tunisie à la 17<sup>e</sup>. Quand la consommation mondiale de blé a progressé de 9 % entre 2004 et 2010, elle a cru de 24 % en AFN, où le pain reste central dans l'alimentation.

Ces derniers mois, en raison des mauvaises récoltes en Russie,

fournisseur stratégique pour l'Égypte (environ 50% pour la période 2009/2010), c'est vers les États-Unis et la France que Le Caire s'est davantage tourné pour la campagne 2010/2011. Le Maroc et l'Algérie se sont rapprochés du Canada pour leurs approvisionnements actuels. A cette nécessaire course aux partenariats commerciaux s'ajoute une quête inédite consistant à passer des accords avec des pays pour produire à l'étranger une partie de ses besoins alimentaires. L'Égypte discute ainsi avec le Soudan, mais c'est bien la majorité des pays arabes (notamment du Moyen-Orient) qui est lancée dans cette course au foncier<sup>22</sup>.

## Sécurité alimentaire et paix sociale : la fin des équilibres ?

Pour les pouvoirs publics, le but étant de préserver la stabilité, le recours à des mécanismes de transferts (bourses ou tickets alimentaires, produits subventionnés...) est de plus en plus privilégié pour amortir les chocs et rendre ainsi accessibles les produits au plus grand nombre. Cependant, ces transferts sont lourds pour les budgets publics<sup>23</sup>. En outre, ils ne sont pas toujours d'une grande efficacité et n'échappent pas aux sirènes de l'économie informelle<sup>24</sup>.

Quand le prix des denrées de base explose, comme en début d'année 2011, l'accès à l'alimentation est contrarié pour les ménages dont les dépenses en nourriture représentent encore de 30 à 50 % de leur budget mensuel. La situation se tend inévitablement et la vulnérabilité alimentaire de ces classes urbaines pauvres<sup>25</sup> déclenche de la colère. Certains n'hésitent alors plus à descendre dans la rue exprimer bruyamment une panoplie de mécontentements sur cette vie chère et sur ces inégalités qui se creusent. Ce fut déjà le cas en 1977 en Égypte ou en 1984 en Tunisie. En 2008, en pleine crise alimentaire mondiale, les émeutes n'ont pas épargné la région, bien que celles-ci se soient alors exprimées moins vigoureusement que dans d'autres zones du Monde.

Bien que le problème de l'emploi soit central dans les facteurs expliquant les soulèvements en cours dans le monde arabe, il faut insister aussi sur la très forte hausse des denrées alimentaires mondiales, et leurs répercussions sur le pouvoir d'achat des populations<sup>26</sup>. En Tunisie comme en Égypte, début 2011, on a réclamé à la fois de la liberté et du pain, comme si ce couple était interdépendant. Parler d'émeutes de la faim serait excessif<sup>27</sup>, mais ignorer la variable alimentaire serait une grave erreur.

Insécurité alimentaire : les risques géopolitiques se précisent en Méditerranée

Certains pays l'ont compris : ainsi le Maroc qui a accentué pour 2011 son dispositif pour apaiser les tensions économiques et sociales, en allouant près de 3 milliards d'euros à sa Caisse de compensations, ce qui représente tout de même près de 4 % du PIB attendu cette année pour le Royaume. D'autres mesures de ce type ont été prises en Syrie, en Algérie, en Jordanie ou dans certaines monarchies du Golfe pour tenter de freiner les mouvements de contestation sociale<sup>28</sup>. Mais comment croire que ce système pourrait être pérenne avec des coûts si exorbitants et sachant par ailleurs qu'il s'est trop souvent révélé inefficace<sup>29</sup> ? Enfin, il convient de souligner que ces événements violents qui se produisent, et tout particulièrement ceux survenus en Libye, conduisent à des déplacements de population et à des problèmes quotidiens d'accès à la nourriture avec le spectre de pénuries localisées<sup>30</sup>.

## Des disparités territoriales explosives

Autre élément majeur dans l'analyse des événements actuels dans les PAM : des frustrations émanent des mondes intérieurs. Oubliées par les pouvoirs, délaissées par les investisseurs, les zones rurales se sont progressivement coupées de villes littorales ouvertes sur la globalisation et marchant vers la modernité. La pauvreté dans le Monde et en Méditerranée est d'abord localisée dans les campagnes<sup>31</sup>. Tout comme la segmentation spatiale en milieu urbain, cette cassure territoriale est source d'instabilités. L'apparition de troubles publics surgit alors à plus forte raison que les frustrations territoriales de ces ruraux enclavés se combinent avec les colères sociales urbaines. C'est quand Sidi Bouzid et Tunis se sont reconnectés que la révolte en Tunisie a pris les traits d'une révolution. Cet exemple doit attirer notre attention<sup>32</sup>.

Car la planète n'est plus fracturée entre des Nords et des Suds, mais bel et bien entre des mondes urbains globalisés (la « géofuture ») et des mondes ruraux enfermés spatialement et temporellement (la « géohistoire »). C'est bien la géographie du développement et la répartition des fruits de la croissance qui posent ici problème. La rupture entre ces deux mondes, qui ne se connaissent plus, ou qui se méprisent aussi parfois, peut engendrer de la méfiance et des désordres tant au niveau national que régional. L'actualité montre que quand ces deux mondes se ressoudent, c'est par la colère et la frustration devant tant d'inégalités que la mondialisation rend plus visible. Cette reconnexion explosive est porteuse de déstabilisations politiques. Il n'est d'ailleurs pas surprenant de voir à quel point les révoltes en cours dans certains

pays arabes sont suivies de très près par la Chine<sup>33</sup>.

Alors qu'une transition dessine progressivement une nouvelle Tunisie, il est tout à fait significatif de voir combien les responsables actuels tentent de prendre en considération la question des disparités régionales. Outre la création d'un Ministère ad hoc, des financements en zones rurales ont ainsi été annoncés au printemps 2011 pour des programmes de désenclavement (création d'emplois) et la modernisation des infrastructures (accès à l'eau potable et à l'électricité), afin d'amorcer un rééquilibrage avec les villes littorales, qui par le passé polarisaient la très grande majorité des investissements.

## Une vision politique multilatérale pour la sécurité alimentaire

A la lumière des constats livrés jusqu'ici, deux grandes questions doivent être formulées quand on observe à quel point les insécurités alimentaires se multiplient dans la zone méditerranéenne.

Tout d'abord, force est d'admettre que les défis agricoles et ruraux sont éminemment géopolitiques. La crise alimentaire mondiale en 2008 ne pourrait être qu'un aperçu modeste de tensions à venir bien plus fortes<sup>34</sup>, sachant que les déséquilibres s'amplifient entre l'offre et la demande de produits agricoles. Si une prise de conscience politique semble s'accélérer<sup>35</sup>, le rythme des actions et les engagements financiers pour lutter contre l'insécurité alimentaire demeure en revanche bien en deçà des promesses. Alors que le Monde n'a jamais produit autant de richesses et de nourriture, simultanément, il n'a jamais autant créé de pauvreté et de faim<sup>36</sup>. Actuellement, un milliard de personnes sont des affamés, résidant majoritairement en milieu rural. Tout comme le binôme « pain et libertés », le couple « faim et pauvreté » doit nous alerter. Assurément donc, il faut dépasser les analyses consistant à savoir si la planète aura ou non les capacités techniques et agronomiques pour nourrir sa population, et se demander finalement si la volonté politique existe<sup>37</sup>.

Au niveau de la région méditerranéenne, l'atténuation des risques en matière de sécurité alimentaire passe sans aucun doute par un triple engagement, comme l'ont indiqué dans un rapport commun trois agences onusiennes<sup>38</sup> : le renforcement des filets de protection sociale et de l'éducation, la relance de politiques agricoles nationales avec la promotion des ressources alimentaires locales, et enfin une exposition réduite à la volatilité des marchés financiers<sup>39</sup>.

Globalement, ce sont aussi les relations de l'Europe avec son voisinage méridional qui se trouvent mises en débat puisque l'agriculture fut jusqu'ici le parent pauvre de la coopération euro-méditerranéenne. Tout cela est fort paradoxal, car c'est bien cet espace qui illustre le mieux l'intensité de la problématique agricole mondiale. L'initiative de l'Union pour la Méditerranée (UpM), lancée en 2008, peine à se concrétiser et de nombreuses inconnues planent désormais sur la façon dont il serait envisageable de relancer ce processus. Or avec les changements qui sont en train de s'opérer dans la zone, il serait judicieux de refonder les termes du dialogue régional. L'agriculture, l'alimentation et le développement rural durable ne sauraient être ignorés dans cette perspective, car c'est bien l'approche multilatérale qui doit prédominer pour prétendre relever les défis auxquels la zone est confrontée<sup>40</sup>.

Dans une optique où l'on cherche à stimuler la coordination intergouvernementale et à localiser la gouvernance alimentaire mondiale, ce que la France entend actuellement défendre à travers le G20<sup>41</sup>, l'espace méditerranéen peut offrir un terrain d'expressions concrètes pour créer des solidarités entre des pays dont l'interdépendance stratégique se renforce. Ne pourrait-on pas envisager de mettre en place des stocks céréaliers euro-méditerranéens, afin d'atténuer les risques en cas d'inflation sur les marchés internationaux ? Ne devrait-on pas encourager chaque PAM à relancer leurs politiques de développement agricole et à réinvestir dans les régions rurales de l'intérieur ? Ne pourrait-on pas mutualiser dans la zone les moyens scientifiques et techniques dédiés à la gestion durable des ressources naturelles et à l'adaptation aux changements climatiques ? N'y aurait-il pas des avantages à créer des synergies entre les producteurs de la région afin d'accroître la consommation des denrées alimentaires locales et promouvoir collectivement la diète méditerranéenne ? Ne conviendrait-il pas de réfléchir aux articulations éventuelles à trouver après 2013 entre la future politique agricole commune (PAC) de l'Europe et la stratégie d'action de celle-ci en direction des pays méditerranéens ?

Si l'Europe entend proposer un véritable partenariat à l'écoute des priorités de son voisinage méridional, elle ne peut plus ignorer certaines réalités agricoles et rurales. Contourner cet enjeu, ce serait sous-estimer les menaces géopolitiques pouvant naître des insécurité alimentaire et refuser de refonder les bases de la coopération euro-méditerranéenne. ■

Notes

---

1. The government Office for Science, foresight, "The Future of Food and Farming", Final Project Report, London, 2011.
2. Arab Human Development Report 2009, "Challenges to Human Security in the Arab Countries", UNDP, Washington, 2009.
3. Les pays arabes méditerranéens sont le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, les territoires palestiniens et la Syrie
4. En 2008, selon les données de la FAO, on avait environ 3,1 millions d'actifs agricoles en Algérie, 6,9 millions en Égypte, 3,1 millions au Maroc et 0,8 million en Tunisie, soit un total de 14 millions de personnes travaillant officiellement en agriculture (soit près d'un habitant sur dix est donc un actif agricole !). A ce chiffre, il conviendrait d'ajouter tous ceux qui sont présents dans les champs mais sans statut et donc de manière informelle, notamment femmes et enfants.
5. Mediterra 2010, "Atlas Mediterra, Agriculture, Alimentation, pêche et mondes ruraux en Méditerranée", CIHEAM / Les Presses de Sciences-Po, Paris, Mars 2010.
6. Le cas de l'Égypte est symptomatique. En 2009, si 7 % des enfants de moins de cinq ans souffrait de la faim, 20% étaient en situation de surpoids. Chez les adultes égyptiens, l'obésité frappe 18% des hommes et 40 % des femmes (World Health Organization Index).
7. Padilla M., « Comportements et sécurité alimentaires en Méditerranée. Etat des lieux et prospective », in Futuribles n° 348, Paris, janvier 2009 ; Abis S., Mombiola F., "Dieta Mediterranea: una geopolitica en la punta del tenedor", Quaderns de la Mediterrània n° 13, IEMED, Barcelona, 2010 ; Capone R., Lacirignola C., "Mediterranean Diet: territorial identity and food safety", in New Medit, volume VIII, n° 04/2009, Bari, 2009.
8. CIHEAM, "Drought Management and desertification in the Mediterranean", Watch Letter n° 9, Paris, June 2009.
9. Les terres arables ne représentent qu'une partie marginale de la superficie totale des pays : environ 3% pour l'Égypte et l'Algérie, près de 18% pour la Tunisie et le Maroc (FAOSTAT). Lire El Moujabber M. (eds), « Water Culture and Water Conflict in the Mediterranean Area », Options méditerranéennes, Série A n° 83, CIHEAM, Bari, 2008.
10. Hamdy, C. Lacirignola, N. Lamaddalena (eds.), "Water valuation and cost recovery mechanisms in the developing countries of the Mediterranean region", Options Méditerranéennes, Série A, n°49, CIHEAM, Bari, 2002.
11. Badr K., « Rural Women and Agriculture in MENA region », Briefing note n°66, CIHEAM, Paris, May 2010.
12. Mediterra 2009, « Rethinking Rural Development in the Mediterranean », CIHEAM / MAP-Blue Plan / Les Presses de Sciences-Po, Paris, April 2009.
13. Les ventes agricoles du Brésil vers les pays arabes sont passées de 1,5 à 7 milliards de dollars entre 2000 et 2009. Les pays de la ligue arabe représentent ainsi 11% des achats internationaux en produits agro-alimentaires brésiliens, soit un peu moins que la Chine (14%) mais davantage que les États-Unis (7 %). Voir Abis S., « Brésil : une présence qui se confirme en Méditerranée », Afkar Ideas n° 29, IEMED/Política Exterior, Madrid, Avril 2011.
14. Brauch H.-G., « Climate change and Mediterranean Security. Proposals and perspectives », IEMed Paper n°09, Barcelona, March 2010.
15. Il est probable que la croissance de la température moyenne dans la région soit située entre environ 2° et 6,5°C d'ici la fin du siècle, avec des fortes différences infra-régionales, selon l'étude menée par l'IDDRI et le CIRED, «

Insécurité alimentaire : les risques géopolitiques se précisent en Méditerranée

Méditerranée au futur : des impacts du changement climatique aux enjeux de l'adaptation », Paris, mai 2009.

16. De Schutter O., "Mission to the Syrian Arab Republic", Report of the Special Rapporteur on the right to Food, United Nations, 27 January 2011.

17. Nelson G.C, Rosegrant M. et al. "Climate Change: Impact on Agriculture and Costs of Adaptation", Food Policy Report, IFPRI, Washington, September 2009.

18. CIHEAM, "Effects of climate change on food security and food safety in the Mediterranean Region and actions to be taken", Proceedings of the 8th meeting of the CIHEAM Member Countries' Ministers of Agriculture held in Istanbul on March 8th, 2010, Paris, February 2011.

19. Abis S., Blanc P., Lerin F., Mezouaghi M. (coord.), « Perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord », CIHEAM/AFD, Options Méditerranéennes, Série B n° 64, Montpellier, Janvier 2010.

20. CIHEAM, "Agricultural Trade and Liberalization in the Mediterranean Area", Watch Letter n°15, Paris, December 2010.

21. Abis S., « L'Afrique du nord face à la dépendance céréalière », note d'alerte n° 71, CIHEAM, Paris, janvier 2011.

22. Abis S., Cusi Echaniz P., « Convoitises mondiales sur les terres agricoles. Les pays arabes au cœur du débat », , in New Medit, Dedale, n° 03/2010.

23. World Bank, « Egypt's Food Subsidies : benefit incidence and leakages », September 2010. Dans ce document, on peut lire que l'Égypte a consacré 2% de son PIB aux subventions alimentaires (essentiellement le pain « baladi », dont bénéficie 70 % de la population) en 2005 et en 2009, contre 0,8% en 2000. En calculant ces pourcentages avec le PIB total de l'Égypte, les sommes mobilisées pour ces subventions ont ainsi atteint environ 0,8 milliards de dollars en 2000, 1,8 milliards de dollars en 2005 et près de 3,8 milliards de dollars en 2009. Cela représente une multiplication par près de 5 de la facture économique tandis que la population n'a cru que de 20 % sur la décennie 2000-2009.

24. Ciezadlo A., "Let Them Eat Bread; How Food Subsidies Prevent (and Provoke) Revolutions in the Middle East", in Foreign Affairs, March 23, 2011.

25. Les disparités de richesse en milieu urbain se développent et la sécurité alimentaire (ici essentiellement sous l'angle de l'accessibilité) varie fortement selon les catégories socio-économiques. Voir "State of the World's Cities 2010/2011. Bridging the urban divide", UN-Habitat, Nairobi, 2010.

26. Sheeran J., « Le rôle de l'alimentation dans les troubles sociaux au Moyen-Orient », communiqué de presse de la Directrice Exécutive du Programme Alimentaire Mondial (PAM) du 7 février 2011. En janvier 2011, avec l'inflation, le prix du blé en Égypte était 30% plus cher qu'en janvier 2010. Lire aussi Shahine A., Fam M., "Egyptian Inflation Accelerates With Jump in Food Prices That Sparked Riots", Bloomberg, April 10, 2011.

27. En 2004, selon les données fournies par la Banque mondiale, la part de la population touchée par la faim était estimée à 4% en Algérie (soit environ 1,3 millions de personnes) et en Égypte (soit environ 3 millions de personnes), 6% au Maroc (soit environ 1,8 millions de personnes) et 2,5% en Tunisie (soit environ 250 000 personnes). Depuis, le renchérissement des prix alimentaires et l'impact de la crise économique qui n'épargne pas non plus ces pays pourraient avoir gonflé ces chiffres dont une actualisation serait bien nécessaire car pouvant révéler une hausse importante de la faim dans la région. En outre, selon le dernier rapport du PNUD (Human Development Report 2010, "The Real Wealth of Nations: Pathways to Human Development", UNDP, New-York, January 2011), on note que l'indice intitulé « Intensité de privation alimentaire » s'est dégradé pour les pays de l'AFN, passant entre 1990/1992 et 2004/2006 de 10 à 13 pour l'Égypte, de 11 à 13 pour

le Maroc, de 7 à 10 pour la Tunisie et restant stationnaire à 10 pour l'Algérie (cet indice indique de combien la consommation des personnes sous alimentées tombe en dessous de leurs besoins en terme énergétique alimentaire, et donc plus le déficit est élevé et plus sont importants les risques de problèmes de santé liés à la sous nutrition). Il faut aussi indiquer que ce serait, selon le PNUD, dans la région Afrique du nord/Moyen-Orient que le nombre de personnes souffrant de la faim aurait augmenté le plus depuis la décennie 1990, après l'Afrique sub-saharienne (voir Arab Human Development Report 2009).

28. The Economist, "Arab Economies : throwing money at the street", March 12th, 2011.

29. Akesbi N., « Révoltes du pain et dilemme des gouvernants... », in New Medit, n° 01/2011, Bari, 2011.

30. FAO, « La crise en Libye met en péril la sécurité alimentaire », communiqué de presse du 11 mars 2011. Le Programme alimentaire mondial (PAM) s'active depuis février 2011 dans plusieurs régions libyennes. Pour les prévisions sur les mois à venir, voir aussi FAO, « Crop Prospects and Food situation », March 2011. Après une année 2009 exceptionnelle et une année 2010 mauvaise, les récoltes céréalières 2011 ne seraient pas très prometteuses en Tunisie tandis que les prévisions sont plutôt favorables dans le cas de l'Algérie, de l'Egypte et du Maroc. La FAO indique cependant que le contexte haussier du prix des céréales laisse augurer une augmentation importante de la facture alimentaire pour les pays AFN en 2011.

31. Fond international du Développement Agricole (FIDA), « Rapport sur la pauvreté rurale 2011 », FIDA, Rome, 2010.

32. Entretien avec Mohamed Eloumi, « Tunisie : pourquoi c'est à Sidi Bouzid que tout a commencé », Agrobiosciences, 18 janvier 2011. Sur l'Egypte, lire Kempf R., « Les paysans dans la révolution égyptienne », in Le Monde Diplomatique, mars 2011.

33. Fiona Hill, « How Russia and China See the Egyptian Revolution », Foreign Policy, 22 février 2011.

34. Lester Brown, « The Great Food Crisis of 2011 », in Foreign Policy, Washington, January 10th, 2011. Le début de l'année 2011 est marqué par une inquiétude générale. L'indice mesurant les évolutions de prix d'un panier de céréales, oléagineux, produits laitiers, viande et sucre, mis en place par la FAO, vient d'atteindre 236 points en février 2011, un record absolu depuis sa création en 1990.

35. En témoigne le dernier rapport de Davos de janvier 2011 qui pointe les fragilités alimentaires, avec les tensions énergétiques et hydriques, parmi les principaux risques mondiaux en cours et à venir. Voir World Economic Forum, « Global Risks 2011 », Sixth Edition, January 2011.

36. Selon la Banque mondiale, 44 millions de personnes dans le Monde sont tombés dans la pauvreté depuis le mois de juin 2010, sous l'effet de la hausse rapide des prix alimentaires, le blé ayant doublé entre juin 2010 et février 2011 (World Bank, « Food Price Watch », Washington, February 2011).

37. Abis S., « Veut-on vraiment nourrir le Monde ? », Le Monde, 21 janvier 2011 ; Alex Evans (ed.), "The Feeding of the Nine Billion: Global Food Security for the 21st Century", Chatham House Report, Royal Institute of International Affairs, London (United Kingdom), 2009; De Schutter O., "Food commodities Speculation and food Price Crises. Regulation to reduce the risks of price volatility", United Nations Human Rights council, New York, September 2010.

38. FAO / IFAD / World Bank, "Improving Food Security in Arab Countries", Washington, January 2009.

Insécurité alimentaire : les risques géopolitiques se précisent en Méditerranée

39. Jones T., "The Great Hunger Lottery. How Banking speculation causes food crises", World Development Movement, July 2010.

40. Mediterra 2008, "The future of Agriculture and Food in Mediterranean Countries", CIHEAM / Les Presses de Sciences-Po, Paris, March 2008.

41. Le Maire B., "How the G-20 can prevent a food crisis", in Foreign Policy, March 14, 2011.

